

..... **SNCF Tours - Saint-Pierre-des-Corps**

28 avril 2025

Vive le 1er mai, journée internationale de lutte de la classe ouvrière !

Alors que les classes dirigeantes du monde entier veulent nous accabler avec leurs menaces de guerre commerciale et de guerre tout court, ce ne sont pourtant pas les luttes qui manquent : aux États-Unis, des manifestations contre la politique de Trump ont eu lieu à plusieurs reprises dans de nombreuses villes du pays ; en Serbie et en Turquie, la jeunesse défie le pouvoir ; en Grèce ainsi qu'en Belgique, d'importantes grèves générales ont eu lieu ces derniers mois.

Toute ressemblance serait purement fortuite...

En Belgique, une nouvelle mobilisation est d'ailleurs annoncée pour le 29 avril, pour refuser le plan d'attaque du nouveau gouvernement, poétiquement surnommé la coalition Arizona, qui s'en prend aux allocations chômage, veut repousser toujours plus l'âge de la retraite et prévoit des coupes budgétaires dans les services publics. De quoi trouver des échos ici, où Bayrou nous sermonne, affirmant que nous ne travaillons pas assez, et prévoit 40 milliards « d'efforts supplémentaires » à réaliser sur le budget 2026, qu'il faudrait prendre sur l'éducation, la santé, les services publics, les dépenses des collectivités, etc. Des efforts, nous en faisons bien assez, pour boucler nos fins de mois, alors que les capitalistes de l'armement se frottent les mains devant leurs carnets de commandes bien pleins. Car ces 40 milliards serviront à arroser les grands groupes français, les Dassault, Thales et bien d'autres.

Un plan de défense nationale... pour nous attaquer

Cette défense de l'industrie française, dont le gouvernement comme les directions syndicales se font les chantres, ne protège en rien les emplois. Même dans l'armement : si les salariés doivent produire plus, ce sera en subissant l'augmentation des cadences. Dans les autres secteurs, les plans de licenciements continuent à s'abattre. ArcelorMittal vient d'annoncer la suppression de 600 postes dans sept sites du nord de la France. Voilà qui se rajoute à la longue liste des licenciements annoncés par Auchan, Casino, Michelin, STMicroelectronics et bien d'autres. Ces grands groupes ne connaissent aucune difficulté : ainsi en 2024, les actionnaires

d'ArcelorMittal ont touché plus d'1,5 milliard d'euros. Comme toujours sous le capitalisme, il s'agit d'exploiter toujours plus les travailleurs pour dégager un maximum de profits. Un mécanisme bien huilé, que seules nos luttes peuvent faire dérailler.

La force des travailleurs, c'est la grève !

Qu'il s'agisse de nos salaires ou de nos emplois, seules nos mobilisations collectives pourront nous permettre de nous défendre. À Geodis à Gennevilliers, les travailleurs ont obtenu 150 euros d'augmentation à l'issue de trois semaines de grève, au lieu des 35 euros initialement proposés par la direction. À Stellantis Poissy, des débrayages ont lieu pour exiger des garanties sur l'avenir du site. À la SNCF, la mobilisation s'organise pour plusieurs jours de grève la semaine du 8 mai sur la question des plannings de travail et des salaires. L'état de nervosité dans lequel cette perspective de grève met la direction de la SNCF et le gouvernement suffit à nous rappeler notre force : quand celles et ceux qui font tout tourner dans la société s'arrêtent... tout s'arrête. Ce sont ceux qui menacent nos salaires et nos emplois qui veulent nous prendre en otage. Ils veulent décider de tout, de notre vie quotidienne, de nos emplois, de nos salaires, de la guerre, sans que nous ayons notre mot à dire. C'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons. Faisons du 1er mai la première étape d'une riposte collective, en France et dans le monde.

Manifestation du 1er mai

10h

Place de la Liberté à Tours

.....
Ce bulletin t'a plu ? Fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants :

Le cheminot-bashing a commencé

À propos des différents préavis de grève déposés à la SNCF du 05 au 10 mai, Philippe Tabarot, ancien sénateur Les Républicains, actuel ministre des Transports ouvrait la traditionnelle campagne médiatique anti-cheminots vendredi 18 avril au micro d'Europe 1 et de CNews : « ça commence à bien faire ! », « les contrôleurs de train ne sont pas les moins privilégiés ». Pour sûr qu'il s'y connaît en privilège, lui qui est toujours visé par une enquête du Parquet national financier pour soupçons de détournement de fonds publics et prise illégale d'intérêts.

Des menaces qui montrent que la grève leur fait peur

Entre deux indignations mal placées, le ministre des Transports promettait que si les grèves n'étaient pas annulées, la proposition de loi restée lettre morte dont il avait été à l'origine au Sénat pour interdire le droit de grève aux cheminotes et cheminots durant les ponts et les vacances scolaires pourrait bien ressusciter dans les mois ou années à venir.

Et la palme du pipeau revient à....

... J.-P. Farandou ! Le PDG du groupe SNCF vantait récemment l'augmentation pharaonique de 21 % soit disant perçu ces dernières années par la SNCF. Un peu vite en besogne, quand on sait que ces chiffres mélangent allégrement les fortes hausses chez les hauts cadres et les cacahuètes dans le collège ouvrier. Ils mélangent également les augmentations générales de salaires, les augmentations bien normales à l'ancienneté et la prime d'intéressement aux bénéficiaires.

« Non légitimes et excessives » nos revendications ?

Que ce soit les agents de conduite, les contrôleurs de train, les agents des ateliers de maintenance ou les agents commerciaux, tous ont en commun de revendiquer une augmentation pérenne de leur rémunération. Logique quand on sait que la direction de la SNCF, à coups de restructurations et de prix exorbitants de billets de TGV, a pu annoncer un bénéfice de 1,6 milliards d'euros pour l'année 2024... et 0,5% d'augmentation générale des salaires pour 2025 ! Après une décennie 2010 où le 0% d'augmentation générale était la norme, les comptes sont loin d'être soldés. Ouverture à la concurrence oblige, le patronat du ferroviaire, SNCF en tête, se fait même de plus en plus incisif en tentant de supprimer de ci, de là des primes au nom de la compétitivité.

Pagaille dans les appels à la grève...

Dur de bien s'y retrouver ! La fédération CGT-Cheminots a déposé un préavis de grève pour les agents de conduite et les contrôleurs de train à partir du 05 mai, avant de peut-être appeler tous les cheminots à une journée de grève en juin. La fédération SUD-Rail, appelle à un genre de grève tournante. Les agents des gares sont censés ouvrir le bal de la grève le 05 mai. Mais prière de quitter la piste pour la laisser aux agents des ateliers le 6. Place ensuite aux agents de conduite le 7. Et le clou du spectacle : les contrôleurs du 09 au 11 mai. Partout, des revendications similaires mais des dates différentes selon les syndicats et les jours...

... mais un seul et même mouvement !

Les cheminotes et cheminots auront sans doute et avec raison le sentiment de participer au même mouvement quelque soit les dates où ils se mettront en grève. Cet émiettement de préavis de grève pose la question de la rémunération sous l'angle des primes liées à chaque métier, plutôt que comme un combat commun de tous les salariés, de la SNCF... ou de tous le pays !

D'autant qu'une fois la piste chauffée par cette semaine rouge de grève, pas impossible que l'envie prenne aux travailleurs du rail d'un rappel collectif pour aller au bout du bras de fer avec la direction SNCF.

Contre les divisions d'en haut, l'unité à la base !

La condition sera de prendre cette lutte en main, en s'organisant par la base. Ces dernières années, les précédents commencent à être nombreux où des directions syndicales ont posé des préavis de grève corporatiste puis négocié avec la direction... et ont purement annulé les préavis jugeant que rien ne pouvait être obtenu de plus, sans laisser la possibilité aux travailleurs de se rassembler ne serait-ce que pour dire ce qu'ils en pensaient. Il appartient donc aux cheminotes et cheminots de trouver en assemblées générales les chemins de l'unité à la base, avec en tête que toutes les grandes victoires sociales ont été le résultat de grèves capable de faire boule de neige et de représenter une menace collective pour le patronat.

Mieux payé il y a 10 ans : impossible n'est pas SNCF !

Au statut cheminot la pension de retraite est calculée sur la rémunération des 6 derniers mois de la carrière OU sur les trois meilleures années. Jamais personne n'utilisait les trois dernières années parce que c'était les six derniers mois de la carrière qui étaient le mieux payé. Mais récemment, des agents de conduite ont fait valoir les trois meilleures années : ils se sont aperçus qu'ils avaient de meilleurs salaires entre 2010 et 2013 que sur leurs six derniers mois en 2022, 2023 ou 2024 !

.....
Ce bulletin t'a plu ? Fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants :

@ npa.tours@npa-revolutionnaires.org

🌐 <https://npa-revolutionnaires.org>

📷 @npa.revo.tours